

AMÉRIQUE LATINE - Intégration : l'importante relance de la CELAC

Álvaro Verzi Rangel

lundi 13 janvier 2020, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Jeudi 9 janvier 2020.

En réunissant les chanceliers et vice-chanceliers des 29 pays des 33 que comptent l'Amérique latine et la Caraïbe, le Mexique a assumé, le mercredi 8 janvier, la responsabilité de la relance de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), dans l'intention de consolider cet organisme en tant qu'instrument de coopération le plus puissant de la région.

À la séance inaugurale, dont le Mexique assume la présidence tournante de la CELAC pour 2020, étaient présents tous les organismes de coopération et d'intégration de la région mais absents ceux du Brésil, du régime de facto de la Bolivie et de deux pays qui n'ont pu s'y rendre en raison des conditions climatiques.

Le chancelier mexicain Marcelo Ebrard a déclaré que « la réunion a été cordiale, et de respect mutuel », non pas centrée sur les thèmes politiques « qui sont déjà débattus dans d'autres forums et d'autres instances », mais sur des aspects concrets pour lesquels il existe des accords et des intérêts communs. « Le fait de pouvoir nous réunir et nous écouter, après tant d'années sans avoir eu la possibilité de le faire, est en soi une réussite », a-t-il déclaré.

Ebrard a défini les 14 projets ambitieux qui devraient être mis en œuvre sous la présidence annuelle du Mexique comme celui de créer une méthodologie propre à la CELAC pour lutter contre la corruption, renforcer la coopération internationale et aéronautique, gérer conjointement des achats consolidés, assurer une gestion soutenable des ressources océaniques et lancer une Action commune de promotion du tourisme.

Générer, également, des économies importantes pour les pays de la CELAC grâce à des achats consolidés communs, constituer des équipes régionales en matière de gestion intégrale des risques et des désastres, avancer dans le domaine de la science et de la technologie et de la surveillance concernant la résistance aux antimicrobiens.

Un des projets les plus complexes concerne la coopération aérospatiale dans le but d'envoyer un satellite latino-américain et caribéen dans l'espace en 2020. Le Mexique a proposé également la tenue d'un Forum ministériel CELAC-Chine, l'instauration d'un organe de gouvernance et la création d'un Prix CELAC contre les inégalités et la pauvreté, en plus de la concertation politique régionale et des interventions conjointes dans les forums multilatéraux.

Face au panorama de rupture des relations interrégionales sous la pression des intérêts des États-Unis, de recolonisation et d'imposition de programmes économiques et sociaux, soumis au capital transnational et au milieu d'une vague de soulèvements contre les mesures néolibérales, le sauvetage de la CELAC offre une possibilité pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de penser et d'agir ensemble au sein d'un forum auquel ne participent ni les États-Unis ni le Canada.

Un espace dans lequel seraient potentialisées les convergences entre les pays de la région, au-delà de leurs divergences, pour les projeter au plan international et consolider les positions de la Caraïbe et de l'Amérique latine dans le monde. D'où la volonté de trouver un agenda commun dans la perspective de la semaine d'une haute importance, en septembre de cette année, celle de l'Assemblée générale de

l'organisation des Nations Unies.

L'ex-président colombien et ex-secrétaire général de l'Unasur, Ernesto Samper, a affirmé que la CELAC est un point de convergence très important pour tous les processus d'intégration de la région.

« Il s'agit d'œuvrer, grâce à une politique de convergence, pour que tous ces efforts se concrétisent sous les auspices de la CELAC qui, pour le dire schématiquement, est une OEA sans les États-Unis et le Canada. C'est notre bien, notre maison, le concept original de la « grande maison », a-t-il déclaré.

Retrouver la zone de paix

Il y a cinq ans, la CELAC, réunie pour son second sommet à La Havane décrétait l'Amérique latine et la Caraïbe Zone de Paix et insistait sur le projet d'intégration comme moyen d'accès à un ordre international juste, par la promotion d'une culture de la paix qui exclurait l'usage de la force et des moyens non légitimes de défense, parmi lesquels les armes de destruction massive et, en particulier, les armes nucléaires.

Des principes étaient alors mis en exergue comme « l'obligation de ne pas intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires internes de tout autre État et d'observer les principes de souveraineté nationale, d'égalité des droits et de libre détermination des peuples », le respect du « droit inaliénable de tout État à choisir son système politique, économique, social et culturel, comme condition essentielle pour assurer la coexistence pacifique des nations ».

La situation a bien changé dans la région ces derniers temps et les principes énoncés alors ont été rendus inaudibles et invisibles par une Organisation des États américains (OEA) au service des stratégies et des intérêts des États-Unis, tout particulièrement pour ce qui est du renversement de gouvernements progressistes (au Brésil, par exemple) ou l'élimination du « virus bolivarien ».

La stratégie de Washington a été de démonter le maillage des organismes d'intégration et de coopération de la région, comme l'Union des Nations sud-américaines (Unasur) et d'affaiblir considérablement le Marché commun du sud (Mercosur). Et quand l'OEA n'y est pas parvenu, le gouvernement des États-Unis a créé le Groupe de Lima (gouvernements alliés-complices), et ses tirs ont ciblé le gouvernement constitutionnel du Venezuela, également Cuba, le Nicaragua et la Bolivie.

La « démocratie » à la manière étatsunienne a tenté également de créer des gouvernements parallèles dans les pays où elle n'est pas parvenue à renverser les gouvernements constitutionnels, en soutenant des figures de présidents autoproclamés, comme le Vénézuélien Juan Guaidó ou la Bolivienne Jeannette Añez, auxquels elle a apporté un soutien logistique et financier.

Ces faits s'inscrivent dans une guerre multidimensionnelle contre les projets populaires d'émancipation, au cours de laquelle les États-Unis, jadis incontestable puissance hégémonique du Nord, impliquée dans une lutte acharnée pour ne pas perdre sa suprématie, a lancé des attaques acharnées contre des mécanismes d'intégration régionale comme l'Unasur, l'ALBA-TCP, PetroCaribe, et la CELAC . C'est ce qui a été rappelé lors du Forum de communication pour l'intégration.

Álvaro Verzi Rangel, sociologue, est co-directeur de l'Observatoire en communication et démocratie et du Centre latino-américain d'analyse stratégique (CLAE, www.estrategia.la).

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <http://estrategia.la/2020/01/09/integracion-el-importante-relanzamiento-de-la-celac/>.